



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 361

24 août 2012

Grande manifestation unitaire du 22 août Après l'éveil, le goût d'une société juste



Certains médias parlaient de 5000, d'autres de 12 500. Finalement, ce sont des centaines d'organisations et des dizaines de milliers de personnes — le chiffre de 100 000 a même été avancé — qui ont répondu à l'appel conjoint de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) mercredi dernier, à Montréal.

Le goût d'une société juste

Ce sixième « 22 » du mois consécutif avait une allure quelque peu différentes des premiers. En effet, en plus de la présence bien sentie

des carrés rouges étudiants, plusieurs mains rouges, symboles de la lutte contre toutes les politiques appauvrissantes, étaient là pour réclamer une société juste. Une société qui se préoccupe du sort des plus pauvres, qui s'inquiète de l'érosion de la classe moyenne et qui limite l'agrandissement des écarts de richesse entre ses membres. Ainsi, les manifestantEs sont venuEs rappeler que peu importe l'issue des élections provinciales le 4 septembre, il y aura toujours des femmes et des hommes au Québec vigilantEs et intéresséEs par le bien commun. Des femmes et des hommes contre les politiques néolibérales qui se battent sans relâche pour une meilleure redistribution de la richesse, la réduction des

inégalités, l'élimination de la pauvreté ainsi que la protection des services publics.

Après l'éveil

Rarement a-t-on assisté, en pleine campagne électorale, à un rassemblement non partisan d'une telle ampleur. Si les élections ont été déclenchées pour nuire à la relance du mouvement étudiant, il est possible d'affirmer aujourd'hui que c'est un échec. Et le slogan « Ceci n'est pas une grève étudiante : c'est une société qui s'éveille », aperçu et entendu à maintes reprises dans les derniers mois, est encore une fois devenu réalité. Et, une fois de plus, pour le bien du plus grand nombre.

Des interventions et des questions

Lettre aux cheFFEs des partis politiques

Le Collectif a envoyé cette semaine une lettre aux cheFFEs des partis politiques susceptibles de faire élire unE ou plusieurs députéEs le 4 septembre prochain. Cette lettre prend la forme d'une demande d'engagement.

Après une courte introduction personnalisée où sont énoncées les idées-forces du parti politique qu'il ou elle représente, le Collectif rappelle aux cheFFEs que plus de 750 000 QuébécoiSEs ont un revenu insuffisant pour couvrir leurs besoins de base. On parle ici d'une personne sur dix, majoritairement des femmes.

Le Collectif leur rappelle également qu'au Québec comme dans le reste du Canada, de plus en plus de voix s'élèvent, notamment des milieux scientifiques et de la santé, pour réclamer des réformes au niveau des politiques publiques afin de garantir à touTEs un revenu au moins équivalent à la Mesure du panier de consommation (la MPC). Or, la période électorale n'est-elle pas le moment idéal pour définir les moyens pour atteindre cette cible? Bien sûr que oui!

Le Collectif termine donc sa lettre en demandant aux différentEs cheFFEs de traduire leurs préoccupations en ce qui a trait à l'élimination de la pauvreté, en répondant à la question suivante : « avez-vous des engagements concrets, ainsi qu'un échéancier et des moyens, pour que chaque QuébécoiSEs ait un revenu au moins équivalent à la MPC? ».

Les partis politiques devront répondre rapidement, car une sortie publique sur cette question est prévue la semaine prochaine. Le Collectif fera connaître la position de chacun des partis aussitôt qu'il aura reçu leur réponse respective.

À suivre!

La campagne électorale bat son plein. Après le débat et les face-à-face de cette semaine, force est de constater que la pauvreté n'est pas un enjeu prisé par les partis politiques et leur cheFFE. Voilà pourquoi le Collectif, en plus de leur envoyer une lettre (voir l'encadré), a publié un communiqué de presse dénonçant cette situation (page 3). D'ici le 4 septembre, n'hésitez pas à utiliser l'outil des 4 questions sur la pauvreté, les inégalités et les préjugés le plus souvent possible. Il est disponible sur le site www.pauvrete.qc.ca.

Par ailleurs, l'obscur Parti conservateur du Québec y est allé d'une propagande haineuse envers les personnes assistées sociales cette semaine. Il était impossible pour le Collectif, tout comme pour le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), de demeurer silencieux devant une attaque aussi gratuite et comportant autant de préjugés. Lisez le communiqué de réaction commune des deux organisations (page 4) pour en savoir davantage. 🌱

4 QUESTIONS

sur la pauvreté, les inégalités
et les préjugés

POUR LES ÉLECTIONS 2012

À poser à touTEs les candidatEs,
dans tous les débats, toutes les circonscriptions.
Bref, à toutes les occasions!

« TOUT LE MONDE DOIT COUVRIR SES BESOINS DE BASE DANS UNE SOCIÉTÉ AUSSI RICHE »

Beaucoup l'ignorent, mais au Québec, il y a 750 000 personnes, des femmes, des hommes, des enfants, seules, en couple ou cheFFEs de famille monoparentale, de tous les âges, qui n'ont pas un revenu suffisant pour combler les besoins de base reconnus. Certaines d'entre elles n'en combler même pas la moitié. C'est une personne sur dix qui vit littéralement « dans le rouge », en situation de survie. C'est unE QuébécoiSE sur dix qui manque cruellement de l'essentiel, qui est obligée de faire des choix inhumains pour elle et sa famille seulement pour se maintenir à flot. C'est un véritable scandale dans une société aussi riche que la nôtre.

1. Qu'entendez-vous faire pour améliorer significativement et rapidement la situation des 750 000 QuébécoiSEs qui ne couvrent pas leurs besoins de base?

« IL EST PLUS COÛTEUX DE TOLÉRER QUE D'ÉLIMINER LA PAUVRETÉ »

Tout le monde s'entend sur l'importance de l'économie. Pourtant, on oublie trop souvent que la pauvreté lui nuit grandement et coûte cher à l'ensemble de la société québécoise. En plus des effets graves sur près d'un million de QuébécoiSEs, la pauvreté entraîne des coûts sociaux d'au moins 5 milliards de dollars annuellement, surtout en santé. En plus, elle prive le Québec de la pleine contribution de centaines de milliers de personnes, une perte difficile à calculer. De toute façon, il est clair que la société québécoise n'a pas les moyens de renoncer à tant de potentiel.

2. Puisque tolérer la pauvreté revient plus cher que de l'éliminer, quels moyens allez-vous mettre en place pour y parvenir?





Élections provinciales 2012

Faire l'économie de la pauvreté?

Québec, le 24 août 2012 – Le Collectif pour un Québec sans pauvreté trouve incompréhensible que les enjeux relatifs à la lutte à la pauvreté aient été ignorés jusqu'ici dans la campagne électorale, alors que 750 000 QuébécoisEs ne couvrent pas leurs besoins de base et que le taux de participation aux élections générales québécoises ne cesse de diminuer.

Au Québec, près d'un million de personnes vivent en situation de pauvreté, dont plus de 750 000 qui n'ont même pas un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins de base reconnus. C'est donc plus d'une personne sur dix, majoritairement des femmes, qui doit choisir entre se soigner et se nourrir. La santé de ces personnes se détériore et leur espérance de vie est inférieure au reste de la population.

« Dans un tel contexte, on serait en droit de s'attendre à ce que tous les partis politiques prennent des engagements électoraux pour lutter contre la pauvreté et pour réduire les inégalités socioéconomiques. Or, jusqu'ici, un seul d'entre eux a clairement signifié ses intentions à ce propos. Pour les autres, c'est le silence radio. La pauvreté a des conséquences graves pour les personnes qui la vivent. De plus, elle coûte cher à la société québécoise. Ne pas parler de la pauvreté en période électorale est irresponsable. C'est encourager le cynisme des gens ayant un faible revenu vis-à-vis la classe politique », d'affirmer Robin Couture, porte-parole du Collectif.

Des études montrent en effet que les personnes dans un ménage dont le revenu est inférieur à 20 000 \$ exercent leur droit de vote dans une moins grande proportion que d'autres pans de la population. Comment pourrait-il en être autrement, quand presque tous les partis politiques semblent indifférents à leur sort? Pour mobiliser les gens, les intéresser aux affaires publiques, il faut leur montrer qu'il n'y a pas de fatalité, que les choses peuvent changer.

« Un faible taux de participation aux élections est interprété, avec raison, comme un signe de la perte de confiance de la population envers ses institutions démocratiques. Le taux de participation électorale au Québec a chuté de 32 % depuis 1976. Le Directeur général des élections du Québec aura beau faire des campagnes publicitaires pour encourager les gens à aller voter, si les partis politiques laissent délibérément de côté une importante portion de la population, la tendance ne risque pas de s'inverser », d'ajouter M. Couture.

Le Collectif presse les partis politiques à présenter leurs idées pour lutter contre la pauvreté et à les traduire sous forme d'engagements clairs. « Le Québec doit cesser de faire l'économie de la pauvreté. Il n'a pas les moyens de se priver de la contribution de centaines de milliers de personnes », a-t-il conclu.



Plainte contre le Parti conservateur du Québec

Quand la haine cache l'ignorance

Montréal, le 23 août 2012 – Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et le Collectif pour un Québec sans pauvreté dénoncent vivement la campagne de propagande haineuse contre les personnes assistées sociales, lancée le 21 août dernier par le Parti conservateur du Québec (PCQ). Dans une « publicité », le PCQ présente l'aide sociale comme un plan de carrière en utilisant un montage photo où un homme vêtu d'un chandail troué boit de la bière. Cette publicité annonce l'engagement du PCQ de limiter l'accès à l'aide sociale à un maximum de 5 ans, et ce, dans l'espace de toute une vie.

Pour les deux organisations, cette représentation de l'aide sociale démontre bien le mépris total du PCQ envers les personnes assistées sociales. « On utilise les préjugés pour cracher une fois de plus son venin sur les plus pauvres. Il s'agit d'une manœuvre aussi inacceptable que scandaleuse, d'autant plus qu'elle est le fait de personnes qui aspirent à la fonction de députéE », s'indigne Marie-Ève Duchesne, porte-parole du FCPASQ.

Le porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté, Serge Petitclerc, ajoute : « Avec une telle publicité, le PCQ nous prouve son ignorance de la réalité. Les approches punitives, qui datent des siècles passés, ont montré leur inefficacité. À l'inverse, l'exemple québécois des familles assistées sociales prouve que ce sont justement les personnes les mieux soutenues financièrement qui parviennent à quitter l'aide sociale le plus rapidement. Appliquer une durée maximale d'éligibilité à l'aide sociale, c'est ajouter une pression supplémentaire sur ces personnes. C'est aussi prendre le risque qu'elles tombent dans un dénuement complet et qu'elles se retrouvent en situation d'itinérance. »

Le FCPASQ et le Collectif rappellent que la prestation de base pour une personne considérée sans contraintes à l'emploi est de 589 \$ par mois. Un montant qui est loin de permettre la couverture des besoins de base des personnes. Ces deux organisations se sont déjà prononcées à de multiples reprises sur les impacts négatifs d'une catégorisation arbitraire, basée sur de supposées aptitudes à l'emploi.

« L'aide sociale, ce n'est pas le paradis sur terre comme le laisse entendre le PCQ. C'est plus souvent qu'autrement devoir choisir entre se soigner et se nourrir, c'est voir sa santé se détériorer et c'est vivre moins longtemps que le reste de la population », d'ajouter Serge Petitclerc.

« Ce dont nous avons besoin, ce sont de vraies solutions respectant les droits humains et non de préjugés supplémentaires », de conclure Marie-Ève Duchesne.

Ces deux organisations porteront plainte dans les prochains jours au Directeur général des élections du Québec et à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Le FCPASQ est un regroupement national d'une trentaine d'organismes locaux ayant pour mission de défendre les droits des personnes assistées sociales.

Actif depuis 1998, le Collectif pour un Québec sans pauvreté regroupe 35 organisations nationales ainsi que des collectifs régionaux dans les quatre coins du Québec. Des centaines de milliers de citoyenNEs adhèrent à ces organisations qui ont dans leur mission la lutte à la pauvreté, la défense des droits et la promotion de la justice sociale.